

ESPACE OUVERT À L'EXPRESSION DES ÉLUS DU CONSEIL MUNICIPAL

Majorité municipale – élus du groupe Malakoff en commun, communistes et citoyen.ne.s

> 15 élus : Jacqueline Belhomme, Sonia Figuères, Saliou Ba, Vanessa Ghiati, Dominique Cardot, Jean-Michel Poullé, Michel Aouad, Aurélien Denaes, Fatiha Alaudat, Fatou Sylla, Jocelyne Boyaval, Farid Hemidi, Catherine Morice, Thomas François, Tracy Kitenge



 **Catherine Morice**
Conseillère municipale
cmorice@ville-malakoff.fr

Majorité municipale – élu-e-s du groupe Les Écologistes Collectif EELV et Génération-s

> 7 élus : Rodéric Aarsse, Bénédicte Ibos, Dominique Trichet-Allaire, Michaël Goldberg, Grégory Gutierrez, Julie Muret, Nicolas Garcia



 **Grégory Gutierrez**
Conseiller municipal délégué
Numérique et citoyen.net
ggutierrez@ville-malakoff.fr

Majorité municipale – élus Socialistes et apparenté.e.s

> 7 élus : Corinne Parmentier, Antonio Oliveira, Annick Le Guillou, Loïc Courteille, Pascal Brice, Carole Sourigues, Virginie Aprikian



 **Carole Sourigues**
Conseillère municipale
déléguee à l'Accessibilité
csourigues@ville-malakoff.fr
Parti socialiste de Malakoff
0147467500
psmalakoff.net

Des moyens pour les politiques de solidarité!

Accueil et solidarité, deux maîtres-mots dans la vie de Malakoff et de ses habitant.e.s. Malakoff, terre d'accueil pour les SDF dirigés par le 115 dans les hôtels sociaux, pour les réfugié.e.s accompagné.e.s par Scarabée et Zinzolin, pour les trois cent cinquante adultes et enfants accueillis dans la tour Insee. Malakoff solidaire grâce au Secours populaire qui aide deux cent cinquante familles en difficulté, au Secours catholique qui fournit un petit déjeuner à une soixantaine de personnes, deux matins par semaine, aux Restos du cœur, aux actions des Maisons de quartier, du CCAS et des initiatives entre voisin.e.s et citoyen.ne.s. de la ville.

Depuis la crise du Covid-19, en France, de nombreux habitant.e.s sont licencié.e.s. Des commerçant.e.s, acteurs culturels entrent dans la précarité. Fin 2020, quand notre pays compte plus de dix millions de personnes sous le seuil de pauvreté, la fortune des milliardaires français croît de façon vertigineuse... Pour éviter le naufrage définitif d'une partie de la population et le creusement des inégalités, des mesures exceptionnelles s'imposent! 460 milliards d'euros d'aide publique sont versés par l'État depuis le printemps, sans contrepartie en termes d'emplois pour les grandes entreprises. Seulement 700 millions sont débloqués pour le Plan pauvreté! Insuffisant face à l'urgence sociale! Répondre aux besoins, c'est augmenter les minima sociaux, alléger les conditions d'indemnisation du chômage, instaurer le RSA dès 18 ans! Exigeons également du Département que les 664 millions d'excédent budgétaire 2019 ruissellent vers les publics fragilisés. Enfin, l'État doit imposer aux villes de respecter les 25% de logements sociaux, d'accueillir des SDF et des réfugiés à hauteur de ce que nous faisons à Malakoff. En cette fin d'année inédite et difficile pour de nombreuses familles et habitant.e.s, les élu.e.s du groupe M3C vous assurent de leur soutien et de leur entière mobilisation. Prenez soin de vous et de vos proches.

La République, un genou à terre

Le 23 novembre, place de la République, à Paris, la police déloge une centaine de migrant.e.s, qui ont fui leurs pays ravagés par les guerres et la crise climatique. Scènes surréalistes de fonctionnaires-Robocop, qui chassent les plus pauvres d'entre les plus pauvres, distribuent coups de matraque et croche-pieds, ainsi qu'aux journalistes présents. Contraste saisissant avec la mise en scène d'Emmanuel Macron en 2017, photographié la nuit dans une rue de la capitale, un genou à terre, devant la tente d'un SDF...

Cette même semaine, la loi Sécurité globale est votée à l'Assemblée nationale, son article 24 crée un délit « d'intention de nuire » aux policiers. La manœuvre est claire: décourager celles et ceux qui voudraient continuer à documenter cette inadmissible violence d'État. Avertissement du Haut-commissariat aux Droits de l'homme de l'ONU, alertes des médias, images révoltantes de la soirée, rien n'y fait... La Macronie masque de plus en plus mal ce virilisme d'hommes des cavernes, qui lui tient lieu de doctrine politique.

À Malakoff, les associations et la municipalité font leur part pour accompagner des familles réfugiées, victimes de la politique répressive impulsée par le ministère de l'Intérieur. Malgré les restrictions budgétaires et la crise sanitaire, notre Ville se mobilise pour leur assurer un accueil digne et humain. Parce qu'ici comme dans d'autres villes de la région parisienne, nous n'avons pas oublié la devise républicaine. Souhaitons à toutes et tous une meilleure année 2021, en espérant que la crise mondiale actuelle, à la fois climatique, sanitaire et sociale – c'est-à-dire écologique au sens fort du terme – sera enfin traitée comme il se doit, dans une démocratie assainie, avec une presse libérée de toute contrainte.

« Si nous ne réalisons pas l'impossible, alors nous devons faire face à l'impensable. »

Murray Bookchin

Au-delà des bons sentiments

Le principe d'inclusion a été consacré en 2005 par une loi portant sur les droits des personnes handicapées, bousculant la conception traditionnelle d'intégration de toutes et tous, mais dans une société et un environnement qui restent les mêmes.

En s'affirmant « ville inclusive », Malakoff s'est engagée à adapter son environnement et son organisation afin de lever, le plus possible, les freins à l'accès à tous les services offerts aux habitants. En créant une délégation à l'Accessibilité, cette volonté est déclinée de façon concrète et transversale.

Malakoff œuvre déjà depuis longtemps pour l'accompagnement, l'accès aux droits des personnes handicapées, l'accueil des enfants, le développement du sport inclusif et du handisport, l'adaptation de la voirie, des logements, etc. Mais l'accessibilité ne concerne pas seulement les personnes handicapées (PMR, handicap moteur, handicap sensoriel, etc.), elle concerne également les personnes âgées, personnes avec poussette, les enfants... Plus encore, elle touche tous les domaines de la vie pour lesquels, sans une adaptation nécessaire, certains sont exclus, les plus vulnérables.

C'est ainsi qu'il revient à la délégation à l'Accessibilité de travailler avec tous les acteurs concernés afin de renforcer encore l'effort mené en développant la coordination entre les services, en participant à la réflexion sur les mobilités existantes et leurs améliorations possibles, sur les transports, sur l'accessibilité piétonne, sur la signalétique.

Ce travail doit également porter sur le développement d'une information accessible à tous, les non-lecteurs ou les personnes ne maîtrisant pas le français, grâce à l'adaptation de documents en langage simplifié et à l'utilisation plus large des pictogrammes, et, pour finir, sur le fait que chaque projet culturel, associatif, événementiel soit inclusif avec une clause d'accessibilité.